



Communiqué
22 janvier 2024

Faire plus avec moins : l'impossible équation des centres sociaux

Les centres sociaux sont essentiels pour permettre l'accueil de toutes et tous, l'accès aux loisirs, à la culture et faire vivre les solidarités dans nos villes, nos quartiers urbains et péri-urbains et nos campagnes. Lieux de vie et d'actions sociales, espaces d'expression et de construction de projets portés par et pour les habitant·es, ils sont des ferments de dynamisme et d'attractivité d'un territoire autant qu'un terreau fertile d'une société démocratique, juste et ouverte.

Alors que la société se trouve confrontée à des défis immenses pour que la cohésion sociale continue à vivre et soit un rempart à la montée des inégalités, aux replis et aux discours d'exclusion, les centres sociaux s'affirment comme des réponses qui font leurs preuves depuis plus de 100 ans déjà pour agir contre une société qui se fracture.

Or, ils sont aujourd'hui fragilisés par des financements publics qui ne sont plus à la hauteur des enjeux et des besoins alors que la situation sociale s'aggrave. Des premières mesures ont été prises mais elles restent insuffisantes pour leur permettre de continuer à remplir leurs missions et pour assurer la pérennité des structures.

Confrontés à de multiples interlocuteurs - État, organismes sociaux, collectivités – qui se renvoient la balle, les centres sociaux appellent à la **coresponsabilité des acteurs de la cohésion sociale**.

Dans cette perspective, ils se mobilisent
le mercredi 31 janvier 2024, partout en France dans l'espace public,
pour tirer la sonnette d'alarme et porter cet appel auprès des pouvoirs publics, appel soutenu depuis début janvier par plus de 100 000 personnes et personnalités !

*Pour couvrir la mobilisation des centres sociaux, pour une interview ou
pour un reportage dans un centre social,
veuillez nous contacter :
Madeline Durand – 06 73 22 03 19 / madeline.durand@centres-sociaux.fr*

Un centre social, c'est quoi ?

Acteurs d'éducation populaire et des politiques publiques et garants d'un accueil inconditionnel, les centres sociaux font vivre la mixité, la cohésion et le lien social avec les habitant·es et en coopération avec les pouvoirs publics. Présents partout en France (ils sont le plus grand réseau social du pays !), ils sont ouverts à toutes et à tous, de la petite enfance au grand âge.

Ils sont :

- des espaces d'accueil pour les enfants, les jeunes, les familles, les seniors ;
- des espaces pour faire vivre localement la démocratie (rencontres, débats, contribution aux politiques publiques...);
- des lieux dotés d'une capacité à susciter le « faire ensemble » du local au national ;
- des lieux qui proposent des activités et services à l'attention de tous : accueil petite enfance, activités de loisirs, accompagnement éducatif, groupes de paroles, ateliers d'apprentissage du français, permanences d'accès aux droits... ;

Une équation impossible

Aujourd'hui, **les structures ne peuvent plus faire le grand écart entre des demandes en termes de lien social, d'urgence sociale et d'animation qui ne cessent d'augmenter, et un investissement public qui n'est pas à la hauteur.**

De plus, la surcharge administrative et les exigences sans cesse accrues envers les structures placent les équipes dans des situations où les contraintes de gestion s'imposent au détriment de la qualité du projet.

Cette situation, tous les acteurs du vaste champ social le déplorent. Les mobilisations se multiplient, pour des effets bien souvent limités. Ici, **sans un soutien financier pérenne et à la hauteur de l'État et des partenaires des centres sociaux, la réponse à cette équation sera – et est déjà sur certains territoires – la réduction ou la fermeture de services et d'activités** (baisse de la capacité d'accueil collectif des enfants, annulation d'animations culturelles, non reconduction d'ateliers d'apprentissage du français, restriction des horaires d'ouverture, postes non reconduits, dynamiques citoyennes qui s'éteignent...) avec des conséquences pour les habitant·es (situations d'isolement qui augmentent, territoires qui s'appauvrissent et qui perdent des emplois, voire fermeture de centres...).

31 janvier, le réseau des centres sociaux mobilisé

Si de premières revalorisations de prestations ont été annoncées (COG CNAF – Etat, juillet 2023) et des efforts pour soutenir la reconnaissance de certains métiers en tension actés (métiers de la petite-enfance notamment), **ces premiers pas ne suffisent pas**. Une coresponsabilité de l'ensemble des acteurs publics est aujourd'hui indispensable.

Pour alerter sur leur situation, **le 31 janvier, les centres sociaux se mobilisent** pour appeler les coresponsables de la cohésion sociale à être au rendez-vous des enjeux et de leurs responsabilités.

Tout au long du mois de janvier, ils ont recueilli le soutien de dizaines de milliers d'habitant·es et leurs partenaires via une campagne de signature de cartes d'invitation. C'est donc les différents corps de la société, qui croient en la cohésion sociale et considèrent les centres sociaux comme un bien commun à préserver, qui portent cet appel.

Devant des préfectures, sur des places publiques, le 31 janvier, partout en France, des conférences de presse, des débats, des manifestations et animations sonores vont ainsi être organisées. Dans certains endroits, les centres sociaux garderont même portes closes : fermer un jour pour ne pas fermer toujours.

Pour que les acteurs soient au rendez-vous national de la cohésion sociale

Cela fait des mois que les centres sociaux interpellent leurs interlocuteurs au plan local et national : Ministères et leurs services, Caisses Nationales des Allocations Familiales et d'Assurance Vieillesse ; principales associations d'élus (AMF, ADF, Intercommunalités de France) et collectivités.

Face à des réponses qui tardent à venir ou ne sont pas à la hauteur, la Fédération nationale des centres sociaux appelle à l'organisation d'une rencontre exceptionnelle de l'ensemble de ses partenaires, pour mettre tout le monde autour de la table, afin de construire des réponses à la hauteur des besoins et enjeux.

Ce rendez-vous entend faire vivre et acter le principe de coopération et de coresponsabilité, incarnés par les centres sociaux et nécessaires à une société démocratique et juste. Il est indispensable de sortir des logiques de silos ou de renvoi des responsabilités « aux autres ». **Les centres sociaux attendent de ce temps des engagements** : à débloquent un fond de soutien exceptionnel à court terme, et à repenser les conditions de la coopération et un modèle économique en cohérence avec le sens et l'approche du projet centre social à plus long terme.